

Colmar, le 09 juin 2006

RAPPORT de
L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
DISTILLERIE DE SIGOLSHEIM ROMANN ET CIE à SIGOLSHEIM
Inventaire des réseaux d'eau (approvisionnement et rejets)

P.J. : Un projet d'arrêté préfectoral portant prescription de mesures complémentaires

1. – SITUATION ADMINISTRATIVE ET OBJET DES PRESCRIPTIONS

La DISTILLERIE de SIGOLSHEIM ROMANN et Cie est une installation classée pour la protection de l'environnement légalement autorisée par arrêté préfectoral n° 81424 du 18 février 1986. L'arrêté préfectoral n° 02-1714 du 21 juin 2002 a complété ces prescriptions en matière d'épandage des effluents viti-vinicoles en agriculture.

L'article 2.2 de l'arrêté du 18 février 1986 fixe les prescriptions à respecter en matière de prévention de la pollution des eaux :

- « *Les eaux vannes provenant des installations sanitaires, eaux de purges ainsi que les eaux de lavage des sols sont dirigées vers le collecteur communal ;*
- *Les eaux de pluie n'ayant pas ruisselé sur des zones polluées seront dirigées vers la Weiss ;*
- *Les eaux de refroidissement sont dirigées vers la Weiss dans la mesure où la recirculation après aéro-réfrigération n'est pas envisageable ;*
- *Les eaux de lavage des cuves et eaux de pluie souillées seront soit dirigées vers le circuit de fabrication dans la mesure où le produit est une matière première récupérable, soit considérées comme déchets.*

- *d'une manière générale aucune évacuation sur le milieu naturel (Weiss et fossé) ne sera autorisée en dehors des eaux de pluie non polluées et des eaux de refroidissement »*

L'approvisionnement en eau est assuré par des puits de pompage en nappe et par le réseau d'adduction d'eau potable.

Suite à plusieurs constats faits par l'inspection, des informations transmises par la mairie de Sigolsheim, différents constats relevés par des services de l'Etat (notamment Conseil Supérieur de la Pêche) et du Conseil Général, il apparaît que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions relatives aux rejets d'eaux (eaux sanitaires, de refroidissement, pluviales, ...), provoquant des pollutions régulières du milieu naturel (Weiss, fossé nord) et est dans l'impossibilité de justifier du cheminement de ses circuits d'eaux jusqu'aux points de rejets. Le projet d'arrêté de prescriptions ci-joint demande à l'exploitant de mandater un bureau d'étude spécialisé et indépendant afin de réaliser un inventaire exhaustif des réseaux d'eau avec plan des circuits, tant pour l'approvisionnement que pour les rejets, et de définir les travaux de mise en conformité à engager avec un échéancier.

Une réunion tenue le 5 mai 2006 à la préfecture avec différents services de l'Etat : CSP, DDAF, DDASS, SDIS, DDE, préfecture a conclu à la nécessité de rendre techniquement impossible tout rejet d'effluent, quel qu'il soit, dans le milieu naturel à l'issue de ces travaux.

Ces prescriptions complémentaires sont prises au titre de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

2. - ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT

La DISTILLERIE de SIGOLSHEIM ROMANN et Cie exploite une unité de distillation de sous-produits de la vigne et du vin : marcs, lies et vins DPLC (Dépassement du Plafond Limite de Classement). Elle collecte 90 à 95% des marcs de raisins et des lies de vin du vignoble alsacien (Haut-Rhin et Bas-Rhin). L'activité annuelle connaît une charge importante entre septembre et décembre.

La production d'alcool pur par distillation de ces matières premières varie de 10.000 à 22.300 hl (1.000 à 2.230 m³) par an. Les marcs pressés servent de combustible en interne et sont commercialisés.

Les effluents viti-vinicoles issus de la distillation des lies de vin, des vins DPLC et des piquettes provenant de la diffusion des marcs d'une part, et du pressurage des marcs d'autre part, sont épandus en agriculture.

3. – CONTEXTE ET PRESCRIPTIONS

Eaux sanitaires :

Au cours d'une réunion tenue le 21 mars 2006 en préfecture, M. le Maire de Sigolsheim a informé l'administration que les installations de la distillerie ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement communal contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 1986. Cette information a été confirmée par un courrier du 23 mars 2006 de la mairie à la distillerie.

Lors de l'inspection du 12 avril 2006, l'exploitant a confirmé que la distillerie n'a jamais été raccordée au réseau d'assainissement communal. L'exploitant a également indiqué que les eaux sanitaires sont rejetées en fosse septique mais a déclaré ignorer ce qu'elles deviennent ensuite. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif de vidange de cette fosse. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer où sont rejetées les eaux de purge et les eaux de lavage ; selon lui, elles pourraient rejoindre la WEISS. Un point précis est à faire dans ce domaine car il y a un risque de pollution du milieu naturel (Weiss, nappe souterraine).

Eaux de refroidissement :

Par courrier du 24 octobre 2003, le préfet a demandé à l'exploitant *« d'étudier la possibilité de mettre vos circuits de refroidissements en circuit fermé sur aéroréfrigération, à défaut, vous voudrez bien justifier l'impossibilité de le faire (conformément à l'article 2.2.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation). »* Cette demande faisait notamment suite à des constats de dépassement de la température limite de rejet de 30°C à la Weiss.

Un cabinet conseil de l'Union Nationale de Groupements de Distillateurs d'Alcool (UNGDA) a monté le dossier de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement courant 2004, et l'exploitant a lancé les travaux en 2005. Lors de l'inspection du 12 avril 2006, l'exploitant a signalé que les travaux ont été stoppés car il s'est rendu compte que des aérosols acides auraient été rejetés par la tour aéro-réfrigérante existante risquant d'affecter ses bâtiments.

Le dossier est à reprendre, et ce, par un bureau d'études spécialisé indépendant de la profession qui soit à même de faire une analyse complète de la situation de ces circuits et d'estimer la faisabilité technique.

Eaux pluviales :

En 2005, le Conseil Général du Haut-Rhin, par délégation du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Bassin de la Weiss Aval, a procédé au curage du fossé situé au nord de la distillerie, suite à l'éboulement partiel d'un tas de marcs stockés à l'arrière des installations.

Lors de l'inspection du 12 avril 2006, il a été constaté la présence d'au moins 3 débouchés de tuyauteries provenant de la distillerie au droit de ce fossé. Pour l'un d'entre eux, il s'agit d'une descente d'eaux pluviales de toiture. Mais pour les 2 autres, l'exploitant n'a pas pu confirmer la nature des effluents rejetés. L'une de ces tuyauteries en particulier semble relier une aire de stockage de cuves contenant des lies et vins, d'où un risque de pollution du milieu naturel par une fuite éventuelle sur cette aire.

Au cours de la réunion tenue le 5 mai 2006 en préfecture, un rapport du Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (SATESE) du Conseil Général du Haut-Rhin a été examiné en séance. Ce rapport mentionne des résultats d'analyses sur ces points de rejets en DCO de 310 mg/l et 528 mg/l effectuées le 5 avril 2006 par temps de pluie.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation impose une valeur limite de rejet au milieu naturel de 300 mg/l en DCO. L'arrêté préfectoral du 18 février 1986 prescrit qu' « aucune évacuation sur le milieu naturel (*Weiss et fossé*) ne sera autorisée en dehors des eaux de pluie non polluées et des eaux de refroidissement ». Ces analyses du SATESE démontrent que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions réglementaires et que des eaux pluviales polluées sont rejetées au milieu naturel.

Un point précis des rejets d'eaux pluviales de toiture, des aires de stockages et de la voirie est à faire pour à terme faire les travaux nécessaires empêchant ce type de rejet.

Autres rejets :

Au cours de la réunion tenue le 5 mai 2006 en préfecture, le Conseil Supérieur de la Pêche, notamment, a indiqué avoir verbalisé l'exploitant à plusieurs reprises pour des rejets d'effluents pollués dans la Weiss.

Projet de prescriptions :

Au vu de ces constats relevés par plusieurs services (Inspection des Installations Classées, Conseil Supérieur de la Pêche, SATESE, ...), il apparaît que :

- les installations de l'exploitant ne respectent pas les prescriptions réglementaires en matière de rejet d'eaux sanitaires, pluviales et de refroidissement ;
- l'exploitant a rejeté des effluents pollués dans le milieu naturel à plusieurs reprises ;
- l'exploitant ne peut pas indiquer avec certitude le cheminement de ses différents circuits d'eau depuis leur approvisionnement (pompages en nappe, réseau d'adduction d'eau potable) jusqu'à leurs points de rejets (Weiss, fossé nord voire nappe souterraine) ;
- il existe un risque avéré de pollution du milieu naturel, contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 1986 susvisé.

En conséquence, il a été convenu lors de la réunion du 5 mai 2006 en préfecture précitée que l'exploitant doit être dans l'impossibilité technique de rejeter quelque effluent que ce soit dans le milieu naturel.

Tout d'abord, il est nécessaire que l'exploitant commande une étude ayant pour objectif de clarifier la situation des circuits d'eau de la distillerie par un inventaire exhaustif des réseaux avec plan, depuis l'approvisionnement jusqu'aux rejets : pompages en nappe, connexion au réseau d'adduction, cheminement des réseaux d'eaux pluviales de toiture et de voirie, d'eaux sanitaires, d'eaux de refroidissement, d'eaux de lavage des sols et de purge, des autres eaux de process, dont notamment les eaux de lavage de matériels, ...etc..., rejets à la WEISS, rejets dans le fossé nord, en nappe souterraine, ...etc...

Cette étude devra être menée par un bureau spécialisé indépendant afin d'éviter les problèmes rencontrés suite à l'étude de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement

Cet inventaire des circuits est indispensable avant d'engager les travaux de mise en conformité : séparation des différents réseaux, sécurisation du réseau d'adduction publique et des pompages en nappe, raccordement au réseau d'assainissement communal, mise en circuit fermé des eaux de refroidissement, traitement des eaux pluviales de voirie, traitement des eaux de lavage des sols et des matériels,

L'étude devra définir les travaux à prévoir avec un échéancier de réalisation, l'objectif final étant une impossibilité technique de rejeter des effluents au milieu naturel.

4. -CONCLUSION

Il est proposé au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable aux prescriptions contenues dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, qui sera soumis à son avis.